

UNE MISE EN PERSPECTIVE HISTORIQUE DU MYTHE DE LA NATION

Márcio de OLIVEIRA*

L'élaboration théorique du concept moderne de nation est l'une des questions et des plus fécondes controverses qui nous a été léguée par le XVIII^e siècle. En effet, à partir de ce moment, le processus de formation des nations européennes a pu compter avec toute une panoplie de concepts qui entendaient justifier et cautionner les nouveaux États (État-nations) naissants.

Toutefois, bien que l'on dise volontiers que ces États-nations européens jaillissent de la réalité socio-économique des peuples et des anciennes nationalités, pour faire avaler la nouvelle pilule «nationale», les nouveaux États ont dû mélanger des nationalités diverses, s'imposer sur quelques-unes et même en massacrer d'autres. Néanmoins, Henri Lefebvre montrait jadis que, malgré ce processus de force, même soumises, certaines des anciennes communautés nationales ont réussi à survivre à l'avènement des États-nations et l'on voit très bien à l'heure actuelle combien cet auteur avait raison¹. Hannah Arendt, enfin, nous rappelle même combien l'État-nation doit au phénomène de l'impérialisme continental et aux classes paysannes émancipées car le «*nationalisme tribal, [...] n'avait guère de points en commun avec le nationalisme de l'État-nation occidental pleinement développé*»².

De toute évidence donc, le processus d'affirmation de ces États modernes mettait en avant deux conceptions distinctes de nation que l'on peut résumer ainsi. D'une part, la nation serait la conséquence naturelle de l'existence d'une communauté d'individus ; d'autre part, elle serait le fruit d'un acte, d'une volonté politique et/ou militaire d'assembler dans un territoire donné, une ou plusieurs communautés. Or, tandis que pour la

* Docteur en sociologie de l'Université de Paris V.

¹. H. Lefebvre, *Les nationalismes contre les nations*, Paris, Klincksieck, 2^e éd., 1989. Écrit pendant la période d'entre-guerres, ce livre reste très actuel surtout lorsqu'on pense à la tragédie dans l'ancienne Yougoslavie.

². H. Arendt, *Les origines du totalitarisme : l'impérialisme*, Paris, Fayard, 1984, p. 180-181.

première notion de nation, l'unité de signification serait la communauté (ou le peuple), pour la deuxième, cette unité serait l'individu.

Ainsi, même si l'on ne va pas affirmer avec Citron que toute nation est un «artefact»¹, n'en reste pas moins important l'aspect «construit», en termes théoriques mais aussi en termes pratiques, qui semble ressortir de toute formation nationale moderne. En effet, cet aspect en question est facilement repérable quand on pense au caractère universaliste des États-nations, ou bien quand on sait que toute nation moderne est, au moins depuis la fin du XIX^e siècle, souveraine *«parce qu'elle a conquis la liberté politique pour chacun de ses citoyens et pour elle-même, [...] et parce qu'elle a désormais le droit et le devoir d'appeler les autres peuples à suivre son exemple»*².

La tendance homogénéisatrice du XVIII^e et du XIX^e siècles européens n'était décidément guère propice à ce type de débat. Néanmoins, c'est grâce à des études sur la formation des États-Unis d'Amérique et d'autres nations latino-américaines que l'on a commencé à replacer le caractère universel de la nation dans un autre contexte cognitif³. Cela pour la raison suivante : si le processus de formation des nations modernes en Europe a pu tant bien que mal jouer sur la présence de diverses nationalités ainsi que sur le surgissement de nouvelles forces économiques, il en a été autrement en ce qui concerne les nouvelles nations du Nouveau Monde. Et pourquoi ? D'une part parce que les peuples qui y habitaient n'ont pas été pris en compte dans la formation de ces nouvelles nations américaines et, d'autre part, parce que le système économique implanté s'était inscrit dès la colonisation dans une logique mercantiliste.

On a découvert ainsi les penseurs de ces nouvelles nations, reprenant à leur compte les définitions modernes de nation en Europe, mettre à jour des solutions tout à fait semblables aux solutions (en voie d'être) trouvées par des penseurs européens : fixer les origines de la nation et prédire ce qu'elle

¹. Voir à ce propos S. Citron, *Le mythe national. L'histoire de France en question*, Paris, les éditions Ouvrières, 1987.

². P. Fougeyrollas, *La nation*, Paris, Fayard, 1987, p. 16.

³. Nous pensons ici surtout aux travaux suivants : E. Marientras, *Les mythes fondateurs de la nation américaines - Essai sur le discours idéologique aux États-Unis à l'époque de l'Indépendance (1763-1800)*, Paris, Maspéro, 1988 ; G. García. Marquez, *El General en su laberinto*, Barcelona, Circulo de Lectores, 1991 ; D. Demelas, *Nationalisme sans nation ? La Bolivie aux XIX^e-XX^e siècles*, Paris, Ed. du CNRS, 1980 et R. Treves, «L'idée de nation et les mouvements nationaux en Amérique Espagnole», (in) M. Albertini et al., *L'idée de nation*, Paris, PUF, 1969.

devrait être. Mais curieusement, la structure cognitive qui a rendu possible cet effort ne fut autre que la structure mythique des grandes cosmogonies reprise dans une espèce de mythe des origines nationales. Balibar et Wallerstein, étudiant longuement la question, affirment que le «*mythe des origines et de la continuité nationale, [...] est donc une forme idéologique effective dans laquelle se construit quotidiennement la singularité imaginaire des formations nationales, en remontant donc du présent vers le passé*»¹.

Fort de ces études et de leurs conclusions, ce fut à l'approche de la période de la construction de la capitale du Brésil, la ville de Brasília², que nous nous sommes aperçus combien les discours du gouvernement Juscelino Kubitschek³, qui l'avaient justifiée —faisant état de l'incomplétude de la nation— affirmaient qu'elle la construirait et créerait un nouveau et vrai Brésil. Ensuite, nous avons vu que le gouvernement JK n'était pas seul dans ce genre d'analyse puisqu'une bonne partie de l'élite intellectuelle brésilienne d'alors en était arrivé aux mêmes conclusions : il était question de construire la nation tout comme si l'on vivait dans une nation inachevée ou, pour ainsi dire, non accomplie.

Mais cela n'était pas tout, le plus intéressant étant, en effet, que ce genre de discours «constructeur de la nation» n'était absolument pas nouveau dans l'histoire du Brésil. Autrement dit, «construire la nation brésilienne» n'était un terrain de chasse privé ni du gouvernement JK ni des intellectuels des années 1950. Au contraire, l'analyse selon laquelle le Brésil n'était pas une nation, remontant certainement à la deuxième moitié du XIX^e siècle, pointait ici et là dans l'histoire de la pensée sociale brésilienne depuis lors.

A titre d'exemple, dans la deuxième moitié du XIX^e siècle, on parlait volontiers du Brésil comme étant une nation sans identité car à mi-chemin entre la civilisation européenne et la «sauvagerie» des Indiens et esclaves noirs. L'on y proposa ainsi divers moyens pour (re)construire la nation, allant

¹. E. Balibar et I. Wallerstein, *Les identités ambiguës : race, classe et nation*, Paris, Ed. de la Découverte, 1988, p. 118. À l'évidence, ce fut exactement ce processus de remonter du «présent vers le passé» qui fut tenté par les fondateurs des EUA. Voir à ce propos, E. Marientras, *op. cit.*

². Márcio S. Batista Silveira de Oliveira, *Etude sur l'Imaginaire brésilien : le Mythe de la nation et la ville de Brasília*, Paris, Thèse de doctorat, Université de Paris V, 3 tomes, 1993, 715 p.

³. Dorénavant nous abrégeons le nom de l'ex-Président par ses initiales JK.

de l'élaboration d'une politique favorable à l'immigration d'origine européenne¹, à la proclamation de la République et à l'adoption du credo positiviste.

Néanmoins, si la victoire du mouvement républicain (1889) portait à croire que la nation en sortirait constituée, apparemment tel n'a pas été le cas. Tout au long de la «première République» (1889-1930), les discours et analyses intellectuelles et politiques «constructeurs de la nation» ont été aussi présents qu'auparavant. Citons-en en guise d'exemple, les travaux d'Alberto Torres², les mouvements nationalistes des années dix ou encore le «Movimento Modernista»³.

Ensuite, en ce qui concerne le courant des années trente, l'on n'aurait pas de grande difficulté à affirmer que les deux livres majeurs, celui de Gilberto Freyre et celui de Sergio Buarque de Holanda, *Casa Grande e Senzala* et *Raízes do Brasil*, ont «construit» aux niveaux culturel et historique un type (idéal) de nation⁴. Toujours à cette époque, nombreux ont été les intellectuels qui se sont associés à l'État (celui issu de la *Revolução de 30* mais aussi celui issu de l'Estado Novo), car ils le croyaient seul capable de diriger le pays, voire de «construire la nation» compte tenu de l'ampleur des problèmes nationaux et de l'absence d'une société civile pleinement constituée.

¹. Sílvio Romero et Aníbal Facão furent deux des défenseurs de cette idée. Voir S. Romero, *América Latina : crítica ao livro de igual título de M. Bonfim*, Rio de Janeiro, 1906 et A. Falcão, *Fórmula da Civilização Brasileira*, Rio de Janeiro, Ed. do Filho do autor, 1933. Voir également Lúcia L. de Oliveira, *A questão nacional na Primeira República*, São Paulo, CNPq/Brasiliense, 1991 et R. Ventura, *Estilo Tropical*, São Paulo, Cia das letras, 1991.

². Nous pensons ici surtout aux livres de Torres, *A Organização nacional*, Brasília, Ed. UnB, 4a éd., 1982 (1^{re} éd., 1914) et *O Problema Nacional Brasileiro*, Brasília, Ed. UnB, 4a éd., 1982 (1^{re} éd., 1914).

³. Nous pensons ici à des mouvements politiques de caractère nationaliste tels que la *Liga de Defesa nacional*, *Liga Nacionalista de São Paulo*, *Propaganda Nativista* et *Ação social nacionalista*. Par ailleurs, en ce qui concerne le «Modernismo», il est toujours opportun de rappeler son caractère franchement nationaliste où l'on ne chercha plus à mettre en évidence ce qui était «occidental» au Brésil, mais plutôt ce qui était «sauvage».

⁴. Ces livres étant devenus classiques, nous profitons de cette note pour signaler l'oeuvre d'Oliveira Viana, à propos de qui l'on peut dire qu'il s'est toujours battu pour la construction de la nation brésilienne.

C'est pourquoi, suite au constat négatif de la situation nationale, on proposa sans cesse des politiques ou des conditions préalables pour que le Brésil se construise ou s'en sorte. Mais puisqu'on avait repéré ces «conditions» aussi bien chez les intellectuels de la fin du XIX^e siècle (c'étaient les politiques d'immigration, d'éducation, etc.) que chez le gouvernement JK (la construction de Brasília), nous sommes arrivés à l'hypothèse suivante : non seulement l'essai (ou le désir) de construire la nation du gouvernement JK n'aurait pas été le premier, mais encore devrions-nous le considérer comme l'un des éléments le plus constant de l'imaginaire brésilien.

Suivant le cadre théorique proposé par Gilbert Durand à travers la notion de mythe¹ et la discussion précédente sur le processus (quelque peu mythique) de la formation des nations modernes, nous avons réussi à repérer dans l'analyse constructrice de la nation des intellectuels et hommes politiques brésiliens, une trajectoire allant du «non-être de la nation» jusqu'au «être à condition que...» En effet, c'est à travers ces deux pôles fondamentaux que nous sommes parvenus à la notion du... Mythe de la nation, c'est-à-dire d'un mythe (un élément directeur, dirait Durand) qui modulerait la trajectoire de la pensée sociale brésilienne lorsqu'il s'agirait de comprendre le pays. En deux mots, il s'agit du mythe de vouloir constamment (re)construire la nation brésilienne —malgré son existence— dont les deux mythes principaux seraient :

1) Le Brésil n'est pas une nation (avec des variantes telles que «le Brésil n'a pas de peuple» ou «le Brésil n'a pas de société»).

2) Le Brésil sera une nation à condition que...

Toutefois, reconnaître la constance de la quête de la nation au sein des élites intellectuelle et politique brésiliennes ne veut absolument pas dire être d'accord avec son fondement théorique ou s'accorder à affirmer que le Brésil n'est (ou n'a jamais été) une nation à proprement parler. En effet, l'idée de mythe, révélant la constance de la quête, ne fait plus que démystifier le caractère prétendument scientifique des analyses qui insistent pour nier l'existence de la nation brésilienne.

¹. La notion de mythe en tant que «module de l'histoire» est partout dans l'oeuvre de cet auteur. Néanmoins, pour ce qui nous intéresse ici, voir surtout G. Durand, *Les structures anthropologiques de l'imaginaire*, Paris, Dunod, 10^e éd., 1984, pp. 15-40 et *Figures mythiques et visage de l'oeuvre*, Paris, Berg International, 1979, pp. 11-36.

Enfin, la nation étant toujours considérée comme inachevée, ce seraient les «conditions» pour la (re)construire qui changent en fonction des époques ou des modes intellectuelles.

Cela étant posé, comment savoir si le désir de construire la nation serait tellement présent au sein de la pensée sociale brésilienne qu'il en deviendrait l'un des éléments directeurs ? C'est pour répondre à cette question que nous avons eu l'idée d'élaborer une mise en perspective historique du Mythe de la nation à l'intérieur d'une époque donnée, à savoir 1870-1960.

La méthode employée fut celle de la quête des mythes vus plus haut à travers quelques oeuvres de certains intellectuels, ayant écrit sur la question nationale, les problèmes nationaux ou encore l'identité nationale. La limite inférieure de l'époque en question est celle de 1870 car l'on y note une croissance des projets d'envergure nationale, et la limite supérieure est celle de 1960, date d'inauguration de la nouvelle capitale¹. Néanmoins, à l'intérieur de cette grande période, par souci de cohérence historique, nous avons fixé le choix des ouvrages dans quatre moments, à savoir : le premier moment est celui de la «Génération de 1870» et va de 1870 à 1910 ; le deuxième est celui du «Modernismo» et va de 1911 à 1930 ; le troisième est celui des «Années Vargas» et va de 1931 à 1945 ; finalement, le quatrième est celui des «Années dorées» et va de 1946 à 1960.

Voici maintenant quelques-unes des analyses et leurs conclusions pour chacun des moments historiques.

Dans la «génération de 1870», l'auteur choisi est Aníbal Falcão. Né à Recife en 1859 et mort à Rio de Janeiro en 1900, on peut considérer Falcão comme un représentant typique de la génération en question. Défenseur de la cause républicaine, il fut l'un des créateurs du mouvement «Propaganda Republicana» dans Recife, en 1880. Ayant vécu et participé directement à la «Proclamation de la République» (1889) comme militant et publiciste, il s'est exilé volontairement à Londres et à Paris, se disant déçu par les premiers gouvernements républicains.

En 1883, Falcão a fait une conférence à Rio de Janeiro intitulée «Fórmula da civilização Brasileira» où il ne cacha pas son adhésion au

¹. Nous avons restreint notre analyse à cette époque car il était question de s'en servir dans le cadre de l'étude des discours qui ont justifié la construction de Brasília.

positivisme comtien¹. La thèse centrale de cette conférence est que la patrie brésilienne date de bien avant l'Indépendance du pays (1822). Selon l'auteur, la date des origines nationales serait celle de 1654 lorsque Portugais et Brésiliens ont expulsé les Hollandais de la ville de Recife.

L'on y note d'emblée le choix très clair de Falcão : c'est à l'élément portugais qu'on doit les racines nationales et non pas à l'élément indien comme le laissaient entendre certains auteurs romantiques².

Cela étant dit, l'auteur peut affirmer ce qu'il entend par civilisation brésilienne : «(...) Le prolongement américain de la civilisation ibérique auquel les Indiens, les esclaves noirs et leurs descendants seront de plus en plus assimilés, jusqu'à la réunification totale»³. Sans le dire ouvertement, Falcão semble répondre à la question que toute sa génération se posait, à savoir : comment transformer le Brésil en une nation moderne et civilisée si l'on sait que toute nation est la conséquence directe de la race de son peuple ? Pour Falcão, donc, la réponse était claire : il fallait assimiler les races (Noirs et Indiens) inférieures !

Cette assimilation se produirait selon la méthode déjà traditionnelle dans le pays, c'est-à-dire, «le mariage entre les races». Mais il fallait cependant empêcher une trop abondante immigration allemande —car les Allemands étaient supérieurs aux Portugais— et prendre des précautions contre le «culte du dollar» —car c'était la religion par excellence des Nord-Américains⁴.

Mais c'est surtout lorsque Falcão nous révèle comment il entendait mettre en oeuvre ses propositions que l'on comprend sa manière de construire la nation. Citant Auguste Comte, il insiste que pour faire avancer le «mariage», pour que la «réunification de l'espèce» s'accélère, enfin, pour que la nation se fasse, il fallait construire un «État Républicain». Mais comment —semble se demander l'auteur dans une question qui ferait école—

¹. On y trouve également les conférences suivantes : «Joaquim Nabuco e a Abolição», 1885 ; «Normas Republicanas», 1888 ; «Controvérsia com Alberto Torres», 1889 et «O Povoamento do Brasil Oriental», 1899.

². Nous pensons évidemment au roman de José de Alencar, *O Guarani* et à celui de Gonçalves de Magalhães, *A confederação dos Tamoios*. Voir à ce propos, M.S. Batista Silveira de Oliveira, *op. cit.*, pp. 160-170 et R. Ortiz, «*O guarani* : o mito de fundação da Brasilidade», — *Ciência e Cultura*, vol. 40, mars 1988.

³. A. Falcão, *op. cit.*, p. 88-89.

⁴. *Ibidem*, p. 132.

si le prolétariat au Brésil ne faisait que sortir de l'esclavage et les parlementaires, dans les régimes démocratiques, sont issus de la bourgeoisie lettrée connue pour sa rapacité¹ ? La construction de la nation ne pouvant donc pas être laissée à ceux-là, l'attitude consciente d'un groupe doué d'une compréhension de l'histoire et de l'évolution de l'humanité, s'avérait nécessaire : voilà peut-être pourquoi Falcão a eu recours à la philosophie comtienne et pourquoi il a aidé à fonder le «Partido Republicano Pernambucano».

Pour Falcão donc, le Brésil n'avait pas de peuple —prolétariat à peine sortie de l'esclavage— et par conséquent n'était définitivement pas une nation. C'est le premier de nos mythes. Quant au deuxième, le Brésil serait une nation à condition que... l'on se serve de la bonne théorie scientifique (le positivisme comtien) et que... l'on crée un parti politique pour la diffuser et pour être capable d'intervenir dans la société. En agissant de la sorte, il fait état du désir de construire la nation. C'est en ce sens que nous entendons lire dans les conférences en question, le récit du Mythe de la nation.

Pour le deuxième moment historique, celui du «Modernismo», l'auteur choisi est Alberto Torres. Bien qu'ayant écrit dans le courant des années dix, Torres anticipe ce qu'il y a de «moderne» et d'«autoritaire» —apparus dans les années vingt sous la forme de bilans, portraits et diagnostics de la réalité nationale— dans la pensée sociale brésilienne.

La différence ici, par rapport à la génération précédente, est que sur la fameuse question «comment doit-on faire pour s'en sortir ?», s'en ajoute une deuxième : pourquoi ne s'en sort-on pas ? Il devenait de plus en plus clair ainsi que les explications sur le «retard» brésilien (par rapport aux nations les plus développées), celles-ci fondées sur des variables telles que le climat, la race ou le milieu, ne suffisaient plus à expliquer la non solution des grands problèmes nationaux.

A cet égard, la presque trilogie d'Alberto Torres : *O Problema Nacional Brasileiro*, *A Organização nacional* et *As Fontes de vida no Brasil*, est très illustratrice car elle a laissé derrière elle tout un programme et une tâche : organiser le Brésil.

¹. *Ibidem*, p. 187-188. Il s'agit ici d'une affirmation faite par l'auteur dans la conférence «Normas Republicanas».

De l'oeuvre de Torres, nous analysons ici *A Organização Nacional*, en faisant référence cependant à *O Problema Nacional Brasileiro*. Son thème est la «Constituição». Il s'agit donc de la première et seule partie achevée d'une analyse de longue haleine qui devait en compter trois. Cependant, tel qu'il fut écrit, ce volume est autonome. La façon de l'organiser est déjà fort significative des intentions de l'auteur à propos du Brésil : cela devrait commencer par la «Constituição». Il fallait réorganiser l'appareil juridique national. Mais pourquoi ? Déjà dans l'Introduction du *O Problema nacional brasileiro*, l'auteur avait répondu à cette question disant : «Nous n'avons pas d'opinion et nous n'avons pas de direction mentale»¹. Et il continuait un peu plus tard : «Notre problème vital est celui de notre organisation ; la construction de notre société est le premier acte de courage qui nous revient»².

Il est clair que, selon Torres, le Brésil n'était pas une nation (premier mythème). Il fallait la construire. Et comment ? Par l'organisation ; c'était le «problème vital» ! Voilà d'ores et déjà le récit du Mythe de la nation.

Mais c'est dans *A Organização Nacional* que l'auteur livre les causes de la non-existence du pays et du peuple : «Le Brésil est un pays qui n'a jamais été constitué et cela empire. [...] Le peuple est loin d'être constitué aussi bien au niveau social qu'au niveau économique...»³. Et pourquoi ? Parce que le pays a été formé par des idées abstraites, «[...] des idées qui ne se sont pas formées au cours d'un développement normal, qui n'ont jamais été la conséquence de véritables progrès sociaux, ni fruit de la civilisation»⁴.

L'analyse ne manque ni de veine, ni de cohérence historique. A cet égard, il est utile d'observer comment Torres analyse les temps forts de l'histoire du pays jusqu'alors : l'Indépendance, l'Abolition de l'esclavage et la Proclamation de la République. Selon lui, «nous avons ambitionné l'Indépendance par amour de la formule de l'émancipation politique. Ce n'est pas la liberté que nous avons convoitée, mais l'affranchissement» ; «de l'Abolition, nous n'avons ressenti que ces deux choses-là : de l'enthousiasme pour une idée libérale à caractère humanitaire et de l'intérêt uniquement sentimental pour le Noir soumis au joug». Enfin, la «République et la Fédération... mais est-ce nécessaire de dire que notre Constitution est un

¹. A. Torres, *O Problema Nacional Brasileiro*, op. cit., p. 16.

². *Ibidem*, p. 23.

³. A. Torres, *A Organização Nacional*, op. cit., p. 160.

⁴. *Ibidem*.

recueil de normes illégitimes [...] ; qu'elle n'a pas d'existence réelle dans la vie du pays... ; que notre fédéralisme est justement le contraire de la fédération ?»¹.

En conséquence, ces trois moments auraient été artificiels. Ils n'auraient pas été la conséquence du développement naturel des forces vives du pays. On y sent même, il est vrai, du dégoût lorsqu'il parle du Brésil. Mais cela ne dépasse pas une certaine limite car il croit connaître la solution à cet état de choses. C'est ainsi en effet que Torres esquisserait son idée, chère aux mouvements autoritaires des années trente mais qui pourtant fait écho aux analyses de Falcão, concernant le réel besoin ressenti par le pays d'avoir un État fort et centralisé pour mener à bien l'intérêt national.

En fait, cette conclusion s'est pratiquement imposée une fois que l'auteur insiste sur l'inexistence du peuple et avait dénoncé l'aspect artificiel des institutions de l'État. Si quelque chose devait être fait, cela ne viendrait que d'un État carrément opposé à celui manipulé par les oligarchies locales d'alors : un État fort et doué de plein pouvoir. mais, comment le créer ? Se substituant à toutes les forces sociales et économiques dont il avait pourtant vanté l'immense importance, Torres propose une intervention par le haut à travers la révision de la Constitution ayant pour but de changer le nom du pays : au lieu de «Estados Unidos do Brasil», «República Federativa do Brasil»². De plus, faisant lui aussi abstraction de la réalité nationale, son projet constitutionnel plongeait fort bien ses racines dans les constitution de... l'Angleterre, de la France et des États-Unis ! Enfin, suivant cette ligne de pensée, Torres en arrivait à proposer un nouveau pouvoir constitutionnel en plus des trois pouvoirs habituels, le Pouvoir coordonnateur qui au-dessus des trois autres, créerait finalement la nation.

En conclusion, on peut dire que la pensée de Torres n'a pas dérogé à la règle (ou au mythe) qui entend construire la nation. Ceci équivaut peut-être à dire que la filière autoritaire dans la pensée sociale brésilienne n'est ni anodine ni circonstancielle. Au contraire, elle serait bien au centre des démarches scientifiques dont le but apparent est de comprendre et de préparer l'avenir du pays. C'est ce qu'on a nommé le mythe de la nation.

¹. *Ibidem*, p. 161-162.

². *Ibidem*, p. 209 et 213. Et combien de fois les élites intellectuelles et politiques ne proposeraient pas la révision constitutionnelle dans des circonstance semblables à celle-ci ?

Pour ce qui est du troisième moment historique, celui autour des «années Vargas», l'auteur choisi est Azevedo Amaral et l'ouvrage est *O Estado Autoritário e a Realidade nacional*, publié tout au début de la période dictatoriale de Vargas, en 1938.

Il s'agit là de la suite d'une réflexion que l'auteur avait engagée en 1930 avec la publication des *Ensaio Brasileiro* et de *Aventura Política Brasileira*, en 1935, qui sont des études sur la formation socio-historique du Brésil. En ce sens, le livre choisi peut être compris comme l'aboutissement d'une certaine façon de comprendre le pays. Cette façon est, dit-on, autoritaire car l'auteur s'est engagé aux côtés de l'Estado Novo. Toutefois, cet engagement n'avait été ni une aventure intellectuelle ni une quelconque forme d'opportunisme car, pour Amaral, l'autoritarisme de l'Estado Novo n'était pas une dictature (au sens politique du terme) mais une réponse à un besoin ressenti par le pays.

Ce besoin était en effet motivé par l'aspect (toujours) artificiel des institutions nationales initiées avec l'Indépendance : «Au moment de l'Indépendance, notre organisation nationale fut ainsi élaborée sous la pression de plusieurs forces sociales et influences culturelles. Cela a imprimé une empreinte artificielle à la formation des institutions politiques au Brésil dans lesquelles apparaît davantage l'esprit d'imitation que les fruits des analyses objectives de la réalité nationale»¹.

C'est ainsi le même aspect artificiel, déjà dénoncé par Torres, qui revient chez Amaral. C'est l'absence d'institutions véritablement nationales qui serait à l'origine du décalage entre la société et l'État. Pour s'en convaincre, remontons historiquement l'analyse d'Amaral comme nous l'avons fait avec celle de Torres : «L'histoire du Deuxième Empire peut être résumée en un mot : le croissant éloignement de la réalité nationale sous l'influence conjointe de l'esprit d'imitation d'un système parlementaire inadéquat...»². Quant à la République, il aurait pu y avoir un certain progrès mais... «d'un certain point de vue, on peut même dire que l'ordre politique établi en 1891 est venu aggraver certains maux advenus durant la période monarchique... [car]... les voix sorties des urnes étaient l'expression de certains électeurs qui ne savaient même pas si le pays était une monarchie ou

¹. A. Amaral, *O Estado Autoritário e a Realidade nacional*, Brasília, Ed. UnB, 1981, p. 30.

². *Ibidem.*, p. 31.

une république»¹. Finalement, le mouvement de 1930 a, quant à lui, mérité l'analyse suivante : «Nos révolutions ont abouti non pas par la violence avec laquelle elles ont pris d'assaut le pouvoir mais grâce à la dissolution des forces qui soutenaient l'autorité constituée»².

Les analyses se suivent et se répètent. La similitude entre les propos d'Amaral et de Torres est même fort étonnante. Il n'y a donc pas de grandes difficultés à dire que, pour Amaral aussi, la nation n'existe pas. Ce constat livré, certes, au compte-gouttes, n'en demeure pas moins absent des analyses de l'auteur. Pas de nation et, d'ailleurs, pas de peuple non plus car «notre ethnie est encore loin de sa cristallisation». C'est bien le premier mythe du Mythe de la nation. Mais voici le deuxième mythe, l'Estado Novo devrait pouvoir remettre les choses en place. C'est l'auteur qui le précise : «Le Brésil va finalement mettre à l'épreuve sa capacité à profiter des éléments de grandeur qu'il possède pour devenir la nation puissante, riche et prospère tant de fois idéalisée par le patriotisme des Brésiliens de bonne foi. La réussite de cette expérience se trouve liée à la réussite de l'Estado Novo»³.

Dans un certain sens donc, pour Amaral, le caractère autoritaire de l'Estado Novo serait tout à fait naturel, voire national. De plus, étant donné l'absence de peuple et d'institutions politiques adaptées au cas brésilien, le recours à l'État était une voie incontournable. Voilà en effet ce qui pourrait nuancer la compréhension de l'autoritarisme dans l'oeuvre d'Amaral. Mais enfin, c'est dans les dernières lignes de l'ouvrage en question que l'auteur revient sur le rôle constructeur de l'Estado Novo : «Le coup d'état du 10 novembre fut notre première révolution constructrice. Pour l'instant, on n'y voit que les bases de la nouvelle structure nationale». Ce passage est même trop linéaire ; l'auteur croyait que l'Estado Novo construirait réellement la nation. Mais, pas de chance, il ne faisait que revenir au Mythe de la nation.

Finalement, nous arrivons au dernier moment historique de cette mise en perspective, les «années dorées». De toute évidence, peu de périodes ont été aussi constructrices de la nation. En effet ici, aussi bien les discours que la politique du gouvernement JK ainsi que les analyses de nombreux

¹. *Ibidem*, pp. 32-33 et 43. En lisant ces mots, comment ne pas penser au plébiscite qui a eu lieu le 21 avril 1993 ?

². *Ibidem*, p. 62. Dans la suite de cette analyse, Amaral citera le cas du Barão de Cotegipe qui, interrogé par Sílvio Jardim à propos de l'arrivée de la République, a répondu : «Ce n'est pas la République qui arrive mais la monarchie qui s'en va.»

³. A. Amaral, *op. cit.*, p. 132.

intellectuels —notamment ceux liés à l'ISEB— à propos du Brésil et de la construction de Brasília évoquent le désir de construire la nation ¹.

Toutefois, les intellectuels de l'ISEB n'ont pas été les seuls à épauler les politiques de développement d'alors. Nous pouvons également citer le cas de certains intellectuels, comme par exemple Alfonso Arinos, qui tout en n'étant pas d'accord avec le transfert de la capitale, n'en était pas moins partisans des grandes lignes de développement proposées par le gouvernement JK.

Ainsi donc, la seule différence entre les intellectuels des années cinquante et ceux du début du siècle semblait être la suivante : on avait compris, depuis les années trente, que la façon de construire la nation devait passer par le développement industriel et qu'il n'y avait que l'État pour mener à bien cette lourde tâche.

Cela posé, l'auteur choisi pour notre présente analyse est Roland Corbisier. Ayant été l'un de directeurs exécutifs de l'ISEB, cet auteur écrivit trois livres entre 1956 et 1960 : *Responsabilidade das Elites*, *Formação e Problema da Cultura Brasileira* et *Brasília e o Desenvolvimento Nacional* ². C'est en effet ce dernier ouvrage que nous analysons en détail tout en tenant compte également du deuxième.

Dans *Formação...*, le raisonnement de l'auteur est le suivant : pendant la période coloniale, la société brésilienne ne pouvait se constituer car la structure économique du pays n'était pas une structure nationale ; par conséquent, la culture et l'idéologie que cette société pouvait créer étaient également fausses. Ensuite, dans l'histoire du Brésil indépendant, le pays n'a pas cessé d'être dépendant et n'a pu se développer malgré la croissance quantitative et un certain changement de la structure productive. Ainsi, Corbisier arrive à la conclusion (toujours la même) qu'il n'y avait pas

¹. Ce fut en effet la similitude entre les propos du gouvernement JK et ceux des intellectuels à propos de la nation qui est à l'origine de l'hypothèse de fond de notre thèse de doctorat déjà citée. Quant à l'ISEB, Toledo nous parle ainsi : «L'institut d'Etudes Supérieures (ISEB) [...] est un centre permanent de hautes études politiques et sociales au niveau post-universitaire [...], visant la création d'instruments théoriques afin d'inciter et de promouvoir le développement national.» C.N. Toledo, *ISEB, fábrica de ideologias*, Rio de Janeiro, ISEB, 1960.

². R. Corbisier, *Responsabilidades das Elites*, São Paulo, Livraria Martins Editora, 1956 ; *Formação e Problema da Cultura Brasileira*, Rio de Janeiro, ISEB, 1960 et «Brasília e o Desenvolvimento Nacional» (in) *JK e a luta pela presidência : uma campanha civilista*, Rio de Janeiro, ISEB, 1960.

vraiment de nation et que le passé colonial et dépendant ne pouvait pas aider le pays à s'en sortir.

A partir de ce moment, donc le travail de Corbisier s'infléchit petit à petit vers les propos du gouvernement JK car il y voyait non seulement l'idéologie mais aussi des propositions bien concrètes matérialisées par le projet de transfert de la capitale. Et ainsi l'auteur parvient à son livre *Brasília e o Desenvolvimento Nacional*.

Dans ce livre, Corbisier reprend le fil conducteur de l'inexistence de la nation : «... bien que nous ayons proclamé notre indépendance depuis presque un siècle et demi, cela ne veut pas pour autant dire que nous ayons acquis notre indépendance économique et culturelle. [...] L'unité nationale se résume à l'unité du territoire, de la langue et de l'organisation politique. [...] A la rigueur, on peut considérer qu'il n'y a jamais eu de société ni de peuple brésilien»¹.

En résumé, le Brésil n'était pas une nation (premier mythe) et pour qu'il le devienne, le seul moyen (deuxième mythe) était (naturellement) de s'en remettre au futur : «Ce que nous sommes, ou mieux, ce que nous sommes en train de devenir, n'est pas seulement la conséquence de ce que nous avons été mais aussi de ce que nous prétendons et voulons être»². Encore une fois, c'est la fuite en avant qui marque le discours sur la question nationale. Mais, comment aller de l'avant, comment s'en remettre au futur ? A travers l'élaboration d'un projet de transformation, d'une idéologie : «Cette tâche du développement, de l'intégration nationale, de la construction de la nation, cette tâche est fondamentalement politique et idéologique...»³.

C'est pour cela que la nation n'allait pas en rester là. Pour «construire la nation», suite à une longue analyse où il est question de l'absence de population dans l'intérieur du pays et de la fameuse thèse des «deux Brésils», l'auteur parvient à Brasília : «Afin de pourvoir aux besoins du développement, de l'intégration économique et culturelle du pays, il devenait impératif et urgent de déplacer la Métropole, l'amenant au cœur du pays». Et, dans le même élan et dans le même souffle, il conclut par ces mots : «Les arguments contre Brasília n'ont aucune importance. L'oeuvre est si

¹. R. Corbisier, «Brasília e o Desenvolvimento Nacional», *op. cit.*, p. 161-162.

². R. Corbisier, *Formação e Problema da cultura Brasileira*, *op. cit.*, p. 58.

³. R. Corbisier, «Brasília e o Desenvolvimento Nacional», *op. cit.*, p. 167.

significative, si importante pour la construction de la nation...»¹. Pour enfin, lors de l'inauguration de Brasília, croire à «la naissance de la nation».

Le récit du Mythe de la nation y est au grand complet. Construire et naissance sont des mots qui reviennent sans cesse dans les livres de Corbisier. La similitude de ses analyses avec celles de Torres, d'Amaral est, en effet, fort étonnant. Toutefois, Corbisier avait bien de la chance : à cette époque on écrivait autour de la construction d'une grande oeuvre, d'une véritable épopée que fut la construction de Brasília. Il y avait de quoi remplir, matériellement parlant, le désir mythique de construire la nation. Et cela à un point tel que même de nos jours on continue à croire que la construction de Brasília a signifié la naissance d'un nouveau Brésil.

Pour conclure, il faut rappeler que cette "mise en perspective", c'est évident, ne s'est pas voulue exhaustive encore moins représentative de l'ensemble des intellectuels des époques en question. Tout au plus, le but était celui d'indiquer que la quête de la nation est bien présente ici et là dans le travail de quelques représentants des élites intellectuelles brésiliennes. Devrions-nous pour autant y voir l'amorce d'un phénomène beaucoup plus large et révélateur ?

Sans vouloir porter un jugement décisif sur une question si importante, qu'il nous soit permis d'attirer l'attention des historiens et des chercheurs sur la constance des analyses «constructrices de la nation» depuis la fin du XIX^e siècle. En effet, il est utile de souligner que la proclamation de la République a voulu créer une nouvelle nation ; que la Révolution de 30, mettant fin à la vieille République, s'est voulue créatrice d'un nouvel ordre politique ; que l'Estado Novo était, bien sûr, nouveau ; le gouvernement JK se disait constructeur d'un nouveau Brésil ; que Tancredo Neves a fondé la Nouvelle République et que le dernier Président du Brésil se voulait le chef d'un Brésil Nouveau. Or, dans un espace de temps presque aussi grand que toute l'histoire du Brésil indépendant, le mot nouveau est partout et le désir de construire la nation n'a en rien perdu de sa force. Ce constat corrobore évidemment notre thèse.

C'est pourquoi le mythe en tant que «module de l'histoire, non l'inverse»² nous est apparu la seule notion capable de rendre compte de ce qui ne changeait pas dans la pensée sociale brésilienne. Voilà enfin pourquoi la notion de Mythe de la nation nous a semblé très efficace pour comprendre

¹. *Ibidem*, p. 173-174.

². G. Durant, *Figures mythiques et visage de l'oeuvre*, op. cit., p. 31.

certaines analyses sur la réalité nationale dites scientifiques. Et ne serait-ce pas le profond désir mythique de construction (celui qui récupère la mythique de la fondation) qui, guidant la trajectoire de la pensée brésilienne, révèle l'appropriation toujours éclectique (ou «sauvage») des plus diverses modes intellectuelles, donnant l'impression d'une société qui ne se regarde jamais ?

* *
*